

Les Palestiniens affrontent le coronavirus dans l'attente d'un lion

Description

Pris au piège dans un secteur sanitaire étroit, les Palestiniens sont obligés de dépendre d'un occupant qui simultanément contrecarre leur capacité à prendre soin d'eux-mêmes.

Par Mariam Barghouti, 27 avril 2020



Photo qui montre comment les Palestiniennes font la queue pour essayer de passer le checkpoint de Qalandya qui sépare la ville cisjordanienne de Ramallah de Jérusalem. (Issam Rimawi/Flash90)

Les yeux fixés sur la mer souillée qui borde la ville de Gaza, un jeune homme palestinien me dit dans un gémissement, « Gaza est prête pour ses funérailles ». C'était en septembre 2019, bien avant que le COVID19 ne se répande dans le monde entier et n'arrive dans la Bande. Aussi obsédante qu'elle ait été alors sa déclaration, elle l'est encore plus aujourd'hui dans l'ombre de la pandémie.

Des mois plus tard, quand les Palestiniens de Cisjordanie ont été mis sous confinement à cause de la maladie, une amie m'a téléphoné effolée. « Nous subissons déjà les attaques aveugles d'Israël, et maintenant nous devons affronter le corona[virus] ? » a-t-elle dit. « Mère si nous arrivons à prendre les mesures nécessaires, que faisons nous face aux raids constants de l'armée ? Les soldats ? Gaza ? »

Quand les premiers cas de COVID-19 sont apparus en Palestine, dans la ville de Bethlém, les responsables palestiniens, et à Gaza et en Cisjordanie, ont rapidement pris des mesures pour contenir le coronavirus. On a fermé les écoles, on a fermé les restaurants, on a encouragé les employés à travailler depuis chez eux, on a lancé des campagnes d'information préventive, et on a imposé des quarantaines strictes dans les zones à risque telles que Bethlém et Jéricho. Vulnérables et en précarité d'approvisionnement après des décennies d'occupation, les Palestiniens ne pouvaient se permettre de tarder.

Jusqu'ici, ces réactions rapides semblent avoir marché. Au moment où j'écris, il y a environ 480 cas confirmés en Cisjordanie, y compris Jérusalem Est, et 17 cas à Gaza ; de loin inférieur aux 15.400 cas en Israël.

Et pourtant, ces mesures précaires ne veulent pas dire encore grand-chose.



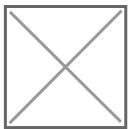
Un employé municipal palestinien désinfecte une rue le 12 mars 2020 à l'entrée de la ville cisjordanienne de Bethléem. (Wisam Hashlamoun/Flash90)

Les innombrables [sièges quotidiens](#) auxquels sont confrontés les Palestiniens selon les caprices du régime militaire israélien entrent maintenant en collision avec une maladie invisible, qui se répand rapidement. Quoi que nous fassions, notre santé et notre sécurité dépendent toujours des décisions d'un Etat dont l'intérêt pour la vie des Palestiniens est presque nul. Même les Palestiniens qui ont la citoyenneté israélienne, et qui sont discriminés dans tous les domaines de la vie, passent en second derrière la vie des Juifs israéliens.

Pourquoi cela importe-t-il quand le monde dans son ensemble est en danger devant cette crise mondiale ? Parce que la Palestine offre un tableau flagrant de la façon dont les [inégalités](#) dues à l'homme, par des moyens complexes et structurels, diminuent drastiquement les chances de survie des gens. L'occupation ressemble à un tortionnaire qui tordrait tous les vêtements d'un prisonnier, sans outils ni ressources, et le jetterait dans l'autre d'un lion affamé. Le prisonnier peut survivre avec de l'intelligence et de la chance, mais les chances sont entièrement mises en scène contre lui.

Au-delà des agressions immédiates et directes infligées par l'occupation à?? depuis les arrestations jusqu'aux démolitions de maisons, aux balles des snipers, et autres choses encore à?? la politique israélienne a drastiquement dépecé une communauté palestinienne affaiblie et divisée, la laissant dans l'incapacité de subvenir à ses besoins dans les moments difficiles. Même quand il y a une « coopération » entre les secteurs israéliens et palestiniens de la santé, l'impact de l'occupation sur notre tissu social, économique et politique a assuré notre fragilité face à la pandémie.

Par exemple, selon [le Protocole de Paris](#) de 1994 à?? accord de l'époque d'Oslo signé par les dirigeants palestiniens sous le prétexte fallacieux d'obtenir un Etat indépendant à?? toutes les importations et exportations en relation avec les territoires occupés tombent sous les réglementations israéliennes.



Des camions chargés de marchandises entrent dans la Bande de Gaza par le passage de Kerem Shalom, seul passage entre la Bande de Gaza et Israël pour l'entrée de l'aide et des marchandises, le 12 mai 2019 à Rafah, au sud de la Bande de Gaza. (Abed Rahim Khatib/Flash 90)

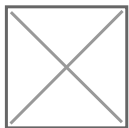
Ceci veut dire que les besoins nécessaires à la santé, tels que les dépenses pharmaceutiques et les fournitures médicales, sont [sévèrement restreints](#) par Israël sous prétexte de sécurité. Ainsi, le ministre palestinien de la Santé est obligé de [surpayer](#) les médicaments à cause des règlements israéliens, sans aucune garantie de les recevoir dans un délai convenable. En 2018 par exemple, Israël a [retardé la livraison de vaccins](#) à l'AP après

avoir d'écarter de faire valoir une législation qui avait été précédemment abandonnée.

Le taux élevé de chômage et le manque d'opportunités de trouver du travail, provoqués par la [dépendance](#) à l'économie israélienne qui pille déjà les ressources et les infrastructures palestiniennes, signifient aussi que les familles palestiniennes sont dans l'incapacité de s'offrir les soins médicaux ou la nourriture qui pourraient les aider à combattre des maladies telles que le COVID-19. C'est ainsi que les Palestiniens sont pris au piège dans un secteur où la santé est dé-développée, dépendants d'un occupant qui, simultanément, [paralyse](#) leur capacité à prendre soin d'eux-mêmes.

En Cisjordanie, les obstacles ne s'arrêtent pas là : restriction de circulation due aux checkpoints ; manque d'installations sanitaires ; l'urbanisme contraint ; manque d'abri aux démolitions de maisons et aux [expulsions](#) ; arrestations et détention à la suite de raids nocturnes ; réfugiés vivant dans des lieux surpeuplés ; soldats qui jettent des matériaux toxiques comme [les gaz lacrymogènes](#) et de « [l'eau empuantie](#) » ; et d'innombrables autres dommages qui ont fait du tort à notre bien-être physique, font de nous tous les plus démunis devant le COVID-19.

Ces conditions sont [encore pires](#) à Gaza qui était déjà en train de devenir inhabitable. Pour les deux millions de personnes de la Bande, il n'y a [pas d'alternative](#) ni de possibilité d'appliquer une « distance sociale ». Dans une prison à ciel ouvert, étouffée par 13 ans de siège et dévastée par des agressions militaires répétées, la population est réduite à l'impuissance, pas seulement face à la pandémie, mais pour sa survie.



Des Palestiniens remplissent des jerrycans avec de l'eau potable tirée de robinets publics pendant le mois saint musulman du Ramadan, le 11 juin 2017 dans le camp de réfugiés de Rafah au sud de la Bande de Gaza. (Abed Rahim Khatib/Flash90)

Tout ceci signifie que nous Palestiniens ne sommes pas simplement sans soutien, mais que nous sommes dans l'incapacité de nous entraider. Même si nous nous débrouillons pour contenir l'épidémie et si nous utilisons efficacement le peu de ressources dont nous disposons, nous restons à la merci de l'occupation. Et ceci sans faire état du choc économique, de la pauvreté croissante et de l'insécurité alimentaire, et d'autres effets dommageables que nous ressentirons dans les années à venir.

Et même s'il y existe de graves manquements de la part de la direction politique palestinienne, on ne peut les comparer à celles de leurs suzerains israéliens. Israël, en tant que [puissance occupante](#) de facto, est tenue à fournir des services à la population occupée selon le droit international, en d'autres mots, le gardien de prison est responsable du bien-être du prisonnier. Parallèlement à cette obligation, il a interdiction de prendre n'importe quelle mesure qui compromettrait de façon permanente les droits de la population locale, dont leur droit à la [santé](#).

Les Palestiniens protestent contre ces mesures oppressives depuis des décennies ; mais même lorsque nos clameurs ne tombaient pas dans l'oreille d'un sourd, l'intervention internationale n'a pas pris nos réclamations au sérieux.

L'importance d'avoir le contrôle sur notre destin ou pour le dire plus simplement, d'obtenir notre liberté est ce qui est pour que nous puissions avoir une chance de nous en sortir. La liberté en elle-même ne suffit pas pour vaincre la pandémie, mais au moins elle nous donnerait la force d'essayer sans être constamment abattus, et sans souffrir des conséquences de choix qui ne sont pas les nôtres. C'est ce que signifie l'oppression : projeter violemment et avec force une réalité dont les résultats tombent sur l'opprimé.

Si des décennies d'occupation, d'emprisonnement massif, de meurtres, de vol de la terre et de vol des ressources ne suffisent pas, peut-être les flammes tragiques d'une pandémie mettront-elles en évidence de façon plus aveuglante les injustices qui ont été faites pour affaiblir et immobiliser les Palestiniens. Juste au moment où nous prenons des mesures pour affronter le COVID-19, nous devons aussi affronter les forces qui nous mettent à nu et nous jettent dans l'antre du lion.

Mariam Barghouti est une écrivaine palestinienne qui vit à Ramallah.

Twitter : @MariamBarghouti.

Traduction : J. Ch. pour l'Agence Média Palestine

Source : [+972 Magazine](#)

date créée
2020/05/07